

## Préambule au Comité de groupe du 21 mars 2018

# France Télévisions au cœur de la révolution numérique ?

### Frénésie réformatrice

La frénésie réformatrice d'Emmanuel Macron n'épargnera pas l'audiovisuel public en général et le groupe FTV en particulier. Au-delà de la stigmatisation indigne sur « la honte de la République », il est vrai que les profondes mutations numériques en cours du secteur audiovisuel appellent à une réflexion de fond sur l'évolution du service public et de FTV.

La boîte à idées est ouverte, les groupes de travail et les lobbyistes sont à pied d'œuvre pour faire passer leurs propositions de transformation. Côté tutelle, on a dénombré pas moins d'une demi-douzaine de groupes de travail censés alimenter les différents scénarii attendus courant avril et qui seront débattus d'ici l'automne en vue d'une nouvelle Loi.

Côté entreprises publiques, on sait que des travaux sont en cours entre les différentes directions, Radio France, Arte, INA, FMM), dans le cadre des synergies attendues ou d'alliances espérées avec des groupes publics européens. Et on espère que la présidence profitera de la réunion de ce Comité de groupe pour nous en dire un peu plus sur ces initiatives.

### Etat des lieux inquiétant

Pour la CGT, les salariés du groupe FTV doivent prendre toute leur part dans ce grand débat, au travers de leurs représentants.

De nouveaux acteurs, de taille mondiale, américains et bientôt chinois et russes, s'implantent rapidement et c'est un véritable enjeu de société que de répondre à cette

concurrence déferlante des GAFAN. L'approche du modèle économique et du financement est essentielle mais elle ne peut s'envisager sans tenir compte des enjeux démocratiques, sociaux et culturels indissociables du service public audiovisuel.

Si les médias traditionnels subissent une lente érosion de leurs audiences, il ne faut pas pour autant sacrifier le public plus âgé qui représente encore une très large part des téléspectateurs des chaînes publiques. Dans le même temps, il faut se lancer dans la reconquête des jeunes publics qui ne regardent quasiment plus nos chaînes linéaires, par le développement volontariste de contenus délinéarisés.

Et, dans cet océan de propositions de contenus et de fake news qui circulent en abondance sur la toile, le service public doit renforcer son rôle de point de repère pour tous, par la fiabilité de son information et la qualité de ses contenus.

### Pour un service public innovant

Les formats peuvent et doivent aussi évoluer, tout comme les modes de production et de fabrication. Cette évolution des métiers vers une mutation numérique, la CGT y est prête. Elle s'y est d'ailleurs déjà engagée. Mais cela ne se fera pas à n'importe quel prix et pas n'importe comment.

FTV doit pouvoir avancer sans mettre en rupture son modèle. Aussi les projets « digital first » serviront de base pour expérimenter de nouvelles approches organisationnelles, techniques et éditoriales, comme ce

sera le cas dans le projet de télévision de plein exercice en Nouvelle Aquitaine. Les salariés de FTV savent s'emparer des projets... dès lors qu'ils existent.

Il faut affirmer le rôle moteur de l'audiovisuel public sur le « digital first » pour ne pas risquer un décrochage technologique qui deviendrait un décrochage social et sociétal et qui mettrait à mal la légitimité de la redevance. Cette démarche doit impliquer le groupe FTV dans son ensemble, depuis la conception de ses programmes jusqu'à leur exploitation sur tous les supports, en passant par leur production et leur fabrication.

C'est à l'aune de cet enjeu clé que les questions de modèle économique, de synergies entre les différents acteurs du secteur public, de partenariats avec un des acteurs majeurs des télécoms français, de gouvernance, d'organisation ou de modèle social (pour

lesquelles la CGT de FTV a quelques propositions à formuler), devraient pouvoir être posées.

## Que veut l'actionnaire ?

Mais si la seule approche de l'actionnaire est de réaliser de substantielles économies sur le dos du service public et de ses emplois, de poursuivre la démarche mortifère consistant à amputer ses ressources (l'hypothèse d'une baisse de 10% de ressources publiques soit moins 500 M€ est évoquée), tout en le privant de sa capacité à disposer d'un outil industriel intégré seul à même d'assurer son indépendance, les salariés de FTV ne manqueront pas de rejoindre le cortège des contestataires que les politiques libérales en cours ne cessent de faire grossir.

Paris, le 21 mars 2018